

FLASH INTERVIEW



ARNAUD VENTURA

**Credit Suisse
a engagé plus
de 700 millions
de dollars.**

**Cofondateur
et vice-
président
de PlaNet
Finance.**

Quel rôle jouent les banques internationales dans la microfinance ?

Leur implication peut prendre différentes formes, mais elle est loin d'être négligeable. Par le biais de leurs fonds socialement responsables, certaines investissent dans la microfinance aux côtés des organisations internationales. Par exemple, Credit Suisse, à travers les fonds gérés par Responsibility, que conseille PlaNet Finance, a engagé plus de 700 millions de dollars. Plusieurs banques sur les marchés locaux accordent directement des lignes de crédit à des institutions de microfinance. On connaît également les partenariats entre BNP Paribas et l'Adie. À l'échelle de PlaNet Finance, HSBC et BNP Paribas ainsi que plusieurs fonds privés sont partie prenante de FinanCités, notre société de capital-risque qui investit directement dans les très petites entreprises. Par ailleurs, la Société Générale et Axa ont une participation dans MicroCred, notre société d'investissement en microfinance.

La crise a-t-elle freiné l'essor de la microfinance ?

Pas vraiment. Il y a eu beaucoup d'inquiétudes à ce sujet l'année dernière, mais l'accès des institutions de microcrédit aux liquidités ne s'est pas restreint sauf sur certains marchés comme par exemple en Europe de l'Est. En fait, cela s'explique facilement : obtenant leurs liquidités de la part de fonds spécialisés, d'organisations internationales, de banques locales, ou à partir de l'épargne locale, elles sont protégées des turbulences des marchés internationaux.

Le potentiel de développement de la microfinance reste-t-il important ?

Il est considérable. 150 millions de personnes ont accès à la microfinance aujourd'hui, contre 7 millions il y a dix ans. Mais 80 % de la population mondiale n'a toujours pas accès aux services financiers. Les besoins sont très importants comme en témoigne le succès fulgurant de la convergence entre la technologie mobile et l'accès aux services financiers au Kenya ou aux Philippines, par exemple.

**PROPOS
RECUEILLIS PAR
SOPHIE ROLLAND**